

Classement de l'article | 8 juil. 2010 | L'Express Ottawa | Par Diego Elizondo | Collaboration spéciale

La vie éducationnelle : Les écoles Saint-Joseph

Les historiens ne s'entendent toujours pas pour déterminer quelle année fut ouverte la première école à Orléans. Selon un article paru dans LeDroit datant de 1940 la première école d'Orléans ouvrit ses portes en 1860 dans une maison à deux étages, propriété de Mme Waters. En revanche, le livre *Initiation historique et folklorique d'Orléans* (1973) de l'Université d'Ottawa affirme que la première école aurait accueillie ses premiers étudiants en 1870 sur l'emplacement de la ferme Youville, où les enseignantes étaient les Soeurs Grises (occupation qu'elles exercèrent jusqu'en 1965).

L'Académie Saint-Joseph (1890-1939)

On procéda en 1890 à la construction de la première école d'Orléans, une école séparée, qui porterait le nom d'Académie Saint-Joseph, qui se trouverait à être proche de l'église (en face du boulevard Belcourt).

L'école était construite en bois. C'est les Soeur St-Raphaël et St-Rémi qui s'occupait des classes. (Deux classes suffisaient alors pour les étudiants d'Orléans dû au rafirot d'élèves, mais cela augmentera rapidement.) Pour le clergé, il était important que la jeunesse orléanaise étudie pour être formé du « catéchisme » et du « bon parler français ». À cette époque par contre, nombreux était ceux qui ne restaient pas longtemps à l'école pour aller aider sa famille sur la ferme.

Madame Eugénie Lavergne, une ancienne de l'Académie raconte ses souvenirs d'étudiante : « les routes étaient sales, on arrivait mouillés, gelés à l'école. On craignait la baguette de bois et le "martinet". À la récréation, les garçons allaient jouer à gauche, les filles à droite. Les éco - liers rentaient du bois et allaient chercher de l'eau dans le puis situé au fond de la cour d'école. La visite du ministre et la remise des bulletins par Monsieur le curé étaient des événements attendus ». (1)

En 1918 l'Académie ferma durant 4 à 5 semaines dû à la grippe espagnole. L'Académie Saint-Joseph fini par fermer définitivement ses portes en 1939 parce que l'école était devenue trop vieille et ne répondait plus aux besoins des étudiants.

L'école Saint-Joseph (1940-1984), (2003-)

Construite en briques rouges foncées, l'école séparée Saint-Joseph, fût construite légèrement plus à l'Ouest pour remplacer l'Académie.

Cet établissement scolaire fût construit pour la modique somme de 14,200\$ et incluait un système de chauffage, d'eau chaude et d'éclairage électrique. Le système de ventilation était le meilleur de toutes les écoles de la région. L'architecte était M.O. Kemp. L'école fût bénite le 21 janvier 1940 à 15h par Mgr Chartrand, vicaire général du diocèse et secondé par l'abbé René Morin. Une aile d'agrandissement fût construite entre 1946-47 pour faire place à la venue de nouveaux élèves.

Jusqu'en 1950 l'école eue des 9^e et des 10^{ième} années. Ce qui était rare pour une école francophone en Ontario. En 1969, l'année où la province de l'Ontario débuta de subventionner les écoles francophones, le nouveau conseil scolaire qui hérita de l'école décida de la fermée et de le convertir en dépôt scolaire. Les élèves fréquentèrent dorénavant l'école élémentaire Présault déjà construite depuis 1955. L'intermédiaire sera enseigné désormais à l'école intermédiaire Léo D. Côté (ouverte en 1969). Quant à l'école Garneau, elle est venue remplir le vide de l'éducation secondaire dans l'Est en 1972.

En 1984 le Conseil scolaire a vendu l'école Saint-Joseph à M. Ernest Lacroix. Selon Royal Galipeau (2), Lacroix vendit le jour même l'établissement à la chaîne de restauration-rapide McDonald's. Ce qui devait arriver arriva. Le 23 juin 1984 l'école tomba en moins de deux heures sous le pic des démolisseurs. Les terrains adjacents de l'ex-école furent vendus. Le MIFO avait refusé auparavant l'offre d'achat de Lacroix pour ses locaux, jugent l'établissement trop vétuste et petit.

Aujourd'hui il ne reste plus rien qui puisse nous rappeler que jadis une école était érigée là même où se trouve un restaurant. Mais des témoins géographiques sont toujours présents : la proximité avec l'église Saint-Joseph et du cimetière d'Orléans et le pignon sur rue au boulevard Saint-Joseph. Nombreux sont ceux qui regrette, encore aujourd'hui, la disparition de l'école. L'école représentait le plus vieux témoin de l'éducation à Orléans. La prochaine fois que vous rentrez dans le McDonald's du boulevard Saint-Joseph, rappelez-vous que jadis des jeunes étudiaient là même où vous mangez aujourd'hui et que vous avez stationné votre automobile, dans l'ancienne cour de récréation.

En 2003, le Conseil Catholique francophone (C.E.C.C.E.) a rebaptisé l'école Léo D. Côté à « Saint-

Joseph d'Orléans ». Cela nous rappelle l'ancienne école qui avait le monopole de l'éducation orléanaise pendant plus de 40 ans.

(1) Témoignage retrouvé dans le livre Orléans, (1984) par Suzanne Martin, page 89.



(2) : Témoignage oral de Royal Galipeau à l'auteur, septembre 2009. Sources principales : Paroisse Saint-Joseph d'Orléans : 1860-1985 125 ans, ouvrage collectif, 1985. Orléans, par Suzanne Martin, Centre francoontarien de ressources pédagogiques, 1984. Orléans express, du 29 août 1984, p.4.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 8 Jul 2010 | Ottawa Citizen | BY CHRIS COBB AND DOUGLAS QUAN

School boards frown on friending

Consensus is: blurring the line can be risky for teachers, students

In a digital age of tweeting, blogging and instant messaging, school districts across the country face a conundrum: is it appropriate for teachers to be “friends” with students on Facebook and other social networking sites? No. That’s the consensus of school boards and educators, who say blurring the lines between the personal and professional is inappropriate and can be damaging to all concerned.

But the issue about teachers and social media is not black and white, said Roxanne Deevey, director of communications with Ottawa’s French Catholic School Board.

“Everybody is dealing with this right now,” Deevey told the Citizen Wednesday. “It’s a touchy issue because it affects people’s private lives, but we are looking at both the positive and negative aspects so we can give teachers and students parameters within which to work.”

Facebook and other social media can be useful teaching tools, she added. “You can’t paint it all with one brush and say it’s all bad. That’s why we are still exploring the issue,” said Deevey, whose board is close to finalizing a policy.

Ottawa’s Catholic Separate School Board, which oversees 78 schools, forbids teachers from becoming Facebook friends with students or forming similar relationships with them through other social media sites.

The French-language public board is also finalizing a social media policy for teachers in its 22 schools, with specific reference to Facebook.

The Ottawa-Carleton District School Board, the region’s largest with 150 schools, has no specific policy, but pointed the Citizen to advice the Ontario Teachers’ Federation gives the unionized teachers it represents.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 8 Jul 2010 | Ottawa Citizen

Friends: 'Better safe than sorry,' union says

The federation and its French-language counterpart have worked together to develop a social media advisory for their members, which advises them to keep copies of all social media correspondence.

"There is no point in pretending it's not there," said a spokeswoman for the Frenchlanguage teachers' union, "but we remind teachers not to put anything on a Facebook account they wouldn't want to see on the front page of their local newspaper.

"There is a professional distance to be maintained," she added. "When you work with youth, you are particularly vulnerable to accusations, so better safe than sorry."

Brian Jamieson, spokesman for the Ontario College of Teachers, is investigating 10 complaints against teachers who are accused of inappropriate use of electronic communication.

"We're hearing more about this at the investigation stage and treating it as a growing concern," he said.

The Vancouver Board of Education has told its teachers flatly that communicating with students using personal e-mail accounts and friending students on social networking sites is "unacceptable behaviour."

Vancouver schools have also held workshops and invited consultants to talk to teachers.

There have been a number of recent cases where authorities say teachers clearly crossed the line.

Last month, a 28-year-old student teacher in Abbotsford, B.C., was charged with luring a child and invitation to sexual touching after he allegedly contacted a 15-yearold female student using Facebook and interacted with the student using instant messaging and a web camera.

In May, a former junior high school teacher in Dartmouth, N.S., was sentenced to six months of house arrest after sending sexually explicit messages to a teenage student on Facebook.

A survey by the B.C. College of Teachers two years ago found that teachers frequently get asked by students to be "friends" on Facebook. Just over half of teachers said they refuse to accept those requests.

"I feel my personal life is private. I do not want my students exposed to my pictures or reading where I go and what I do on my own time," a teacher wrote.

Educators say the communication doesn't have to be overtly sexual to be considered inappropriate.

Giving advice online to students about dating or their relationships with their parents could also be problematic.

Robert Bisson, co-ordinator of member services of the Alberta Teachers Association, says a teacher was recently reprimanded for engaging in an online, off-hours discussion with a student who had sought advice from the teacher about her relationship with her boyfriend.

These sorts of discussions are best handled by school counsellors, during school hours, Bisson said.

"Let's maintain some appropriate boundaries," he said.

Officials say they are also concerned that some of the content on teachers' social media pages might not be suitable for students' eyes, such as photos of uninhibited moments during a party or a vacation.

"Things you'll be sharing with adult friends are not always things you want to share with students," Bisson said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Centres de rafraîchissement, piscines, pataugeoires et jeux d'eau

Mesures spéciales pour contrer la canicule



JUSTINE MERCIER
jmercier@ledroit.com

La troisième journée consécutive de chaleur accablante a forcé, hier, la mise en place de nouvelles mesures spéciales pour faire face à la canicule.

La Ville de Gatineau, qui avait ouvert mardi soir deux centres de rafraîchissement dans les secteurs Hull et Gatineau, en a ouvert deux autres, à 16 h, hier, dans les secteurs Aylmer et Buckingham.

Les autorités municipales souhaitent ainsi permettre aux personnes vulnérables en raison de leur âge ou de leur état de santé d'avoir accès à un endroit climatisé.

Les quatre centres, gérés en collaboration avec la Croix-Rouge, sont ouverts 24 heures sur 24. Un service de sécurité est assuré, tandis que de l'eau et des breuvages rafraîchissants y sont distribués. Les centres ne sont pas dédiés à

l'hébergement puisqu'il n'y a pas de lits, mais les gens peuvent y demeurer aussi longtemps qu'ils le désirent.

La Ville a aussi prolongé une fois de plus les heures d'ouverture de ses piscines, pataugeoires et jeux d'eau, qui sont tous ouverts jusqu'à 21 h, et ce, au moins jusqu'à ce soir. Dans le cas des piscines extérieures, la dernière heure n'est plus réservée aux adultes et toute la population peut en profiter. Pour les pataugeoires, les heures d'ouverture varient entre 10 h et 11 h, alors que les jeux d'eau fonctionnent dès 9 h. Les plages sont pour leur part ouvertes jusqu'à 20 h.

À la Ville d'Ottawa, le gestionnaire des arènes et des parcs extérieurs, Luc Lavictoire, a indiqué que les heures d'ouverture des piscines, pataugeoires et jeux d'eau ne sont pas prolongées. Les piscines extérieures ferment à 18 h ou 19 h, mais certaines piscines intérieures offrent des bains libres jusqu'à 21 h et 22 h.

Personnes seules

La Direction de santé publique

de l'Outaouais (DSPO) a de son côté fait passer, hier, son niveau d'alerte à la phase de mobilisation en demandant à la direction régionale de la Sécurité civile et aux établissements du réseau de la santé de mettre en œuvre les mesures prévues dans leurs plans d'urgence face à la chaleur.

La DSPO a de nouveau insisté sur l'importance de contacter les personnes âgées, en perte d'autonomie ou vivant seules, surtout si elles souffrent de maladies chroniques. Ces personnes vulnérables devraient être contactées au moins une fois par jour et être transportées vers des endroits climatisés lorsque nécessaire.

Les paramédics d'Ottawa ont observé mardi une hausse de 15 % des appels par rapport à la moyenne, après une première augmentation de 10 % lundi. Le Service paramédic d'Ottawa attribue cette hausse à un plus grand nombre d'urgences respiratoires et cardiaques.

Toujours en raison de la chaleur extrême, la Commission de la capitale nationale a dû reporter à la semaine prochaine les travaux de réfection prévus sur les pro-



ETIENNE RANKEE, LeDroit

menades Champlain et Fortune, dans le parc de la Gatineau, où des fissures doivent être remplies. Les travaux auront lieu jeudi prochain, de 7 h à 20 h, et vendredi, de 7 h à 15 h. Des sections de ces promenades seront alors fermées en alternance.

Une panne de courant a par ailleurs affecté pendant près de deux heures de 3500 à 4000 clients gatinois d'Hydro-Québec, peu avant 4 h hier matin, en raison d'une défaillance au poste Gamelin.

CENTRES DE RAFFRAÎCHISSEMENT DE LA VILLE DE GATINEAU

- **AYLMER**: centre communautaire Ernest-Lattion, 30 rue Court
- **BUCKINGHAM**: centre communautaire de Buckingham, 181, rue Joseph
- **GATINEAU**: centre communautaire Daniel-Lafortune, 448, rue de Pointe-Gatineau
- **HULL**: centre communautaire Père-Arthur-Guertin, 16 rue Bériault

QUALITÉ DE L'EAU DES PLAGES DE LA RÉGION

CCN (prélèvements du 4 juillet)

- Lac Meech, plage O'Brien
A — **EXCELLENTE**
- Lac Meech, plage Blanchet
B — **BONNE**
- Lac Philippe, plage Breton
A — **EXCELLENTE**
- Lac Philippe, plage Parent
A — **EXCELLENTE**
- Lac Philippe, plage Smith
A — **EXCELLENTE**
- Lac La Pêche
A — **EXCELLENTE**
- Lac Leamy
B — **BONNE**

Gatineau (prélèvements du 5 juillet)

- Lac Beauchamp
B — **BONNE**
- Rivière des Outaouais, parc Moussette
B — **BONNE**
- Rivière des Outaouais, marina d'Aylmer
B — **BONNE**

Ottawa (prélèvements du 6 juillet)

La baignade est permise à toutes les plages, soit Britannia, Mooney's Bay, Westboro et l'île Petrie

La production d'eau potable a atteint sa limite

JUSTINE MERCIER
jmercier@ledroit.com

Les usines d'eau potable de Gatineau ayant atteint leur « limite, limite » de production, les autorités municipales exigent le respect à la lettre du règlement sur l'arrosage extérieur pour éviter d'avoir recours à un avis d'interdiction comme ce fut le cas à la fin mai.

« La demande n'arrête pas de croître, donc aujourd'hui [hier], on est vraiment à la limite, limite, à indiqué hier la directrice du service de l'environnement de la Ville, Louise Lavoie. On n'est pas en déficit, on produit autant que la demande, mais si la croissance continue, on va devoir, demain ou après-demain [aujourd'hui ou demain], en venir à des mesures particulières, donc on compte sur la collaboration des gens. »

La pression est forte partout dans la ville, mais l'usine du secteur Gatineau, qui est la plus récente, est celle où il y a le plus de « marge de manœuvre ». Le bas niveau de la rivière des Outaouais lui fait cependant perdre environ 20 % de sa capacité de production.

D'importants travaux sont en cours à l'usine d'Aylmer, mais M^{me} Lavoie assure que sa capacité est équivalente à ce qui était observé avant le début de l'agrandissement.

En mai dernier, la Ville avait imposé une interdiction totale d'utilisation de l'eau à l'extérieur, une mesure jugée exceptionnelle. Le remplissage des piscines et la pose de nouvelles pelouses accentuaient à ce moment la pression sur le réseau municipal.

La Ville insiste sur le respect du règlement municipal, qui pré-

voit que l'arrosage mécanique est permis uniquement la nuit, entre 3 h et 5 h, les mardis, jeudis et samedis pour les adresses paires et les mercredis, vendredis et dimanches pour les adresses impaires. L'arrosage manuel, avec un boyau muni d'un dispositif d'arrêt automatique, est permis à tous les jours, à l'exception du lundi, pour le jardin, la pelouse, les arbres et arbustes, de même que pour le nettoyage de véhicules et de bâtiments et le remplissage des piscines.

Il est interdit en tout temps d'utiliser l'eau potable pour arroser une entrée de cour, un trottoir ou un chemin public ou privé.

Heures supplémentaires

Louise Lavoie a souligné que la Ville aura recours aux heures supplémentaires pour s'assurer

que la réglementation sur l'arrosage est respectée. « On va porter une attention particulière à l'arrosage automatique de nuit, prévient-elle, parce que les gens prennent pour acquis qu'il n'y a personne sur la route entre 3 h et 5 h. »

La directrice du service de l'environnement souligne par ailleurs qu'il n'est pas nécessaire de régler la minuterie pour que l'arrosage dure deux heures, encore moins en période de canicule. « Vingt ou 30 minutes, c'est déjà assez. »

Les citoyens pris en défaut sont passibles d'une amende de 267 \$. La facture s'élève à 567 \$ pour les entreprises. Quant aux citoyens qui constatent une infraction chez un voisin, ils peuvent toujours prendre une photographie et la faire parvenir à la Ville, mais ils doivent être prêts à aller témoigner en cour.

LEDROIT, LE JEUDI 8 JUILLET 2010

OUVERT AU GRAND PUBLIC TOUS LES JOURS... LE #1 DE LA RÉNOVATION

PAL PILON
On revient toujours chez Pilon!
5 boul. Montclair, secteur Hull
819 771-5841
ouvert le samedi de 7 h 30 à 13 h 00
www.pal.ca

BOIS TRAITÉ, GRADE SELECT K.O.

PRO DEK

2" X 4" X 8 pi.	4,300
2" X 6" X 8 pi.	6,100
1 1/4" X 6" X 8 pi.	5,100
4" X 4" X 8 pi.	9,100
2" X 8" X 8 pi.	8,700
6" X 6" X 8 pi.	21,000

Planchers de bois franc

LAUZON
Venez voir notre salle de montage!

Chêne, select & meilleur 2 1/4"	482\$ le pi. car.
Merisier select 2 1/4"	478\$ le pi. car.
Hêtre Pacific 2 1/4"	398\$ le pi. car.

Vendu à la boîte seul.

CANEXEL

Le plus gros inventaire de la région

CROSSTIMBERS
• 12 pi 27⁹⁹\$

• 16 pi 35⁹⁹\$

Couleur chêne
planches pour patios

PIERRES & BRIQUES

- Permacon
- Hanson Brick
- Arriscraft
- Pierres JR

RENOSTONE
20% de Rabais

matbec

REVÈTEMENT 6" MAIBEC EN BOIS MASSIF

9 COULEURS EN INVENTAIRE

259\$
LE PI. CA. COUVRANT

8 juillet 2010 | *Le Droit* | *GUILLAUMEGUILLAUMEST-ST-PIERRE PIERRE*
gstpierre@gstpierre@ledroit.ledroit.com com

Le conseiller St-Amour mise sur la continuité

Le conseiller municipal de La Nation, François St-Amour, briguera un premier mandat en tant que maire aux élections municipales du 25 octobre prochain.

MOSAÏKA

LE CANADA RACONTÉ PAR SON PEUPLE

SPECTACLE GRATUIT SUR LA COLLINE DU PARLEMENT

DÈS CE SOIR, À 22 H!

Soyez les premiers à voir ce spectacle dont tout le monde parlera cet été dans la capitale. *Tous les soirs, dès le 8 juillet à 22 h et à 21 h 30 à compter du 19 juillet.*

mosaika-sl.ca ■ 613-239-5000



2251102

Il en a fait l'annonce officielle hier, au club de golf de Casselman. Satisfait de ce que lui et le présent conseil ont accompli depuis les sept dernières années, M. St-Amour a lancé sa campagne sous le thème de la continuité.

« Si je n'aimais pas la vision que nous nous sommes donnée dans les dernières années, je me présenterais comme un maire qui apporterait le changement, explique-t-il. Je désire continuer de bien gérer la croissance de La Nation. »

S'il est élu, le conseiller du quartier 1 promet de s'attaquer en priorité au développement commercial de Limoges et de St-Isidore, actuellement ralenti par le manque de services municipaux.

M. St-Amour a déjà reçu l'appui du maire sortant, Denis Pommainville. « M. St-Amour a beaucoup d'expérience, de la crédibilité et il connaît ses dossiers », affirme M. Pommainville.



Les conseillers Marcel Legault et Richard Legault appuient eux aussi la candidature de l'ancien technicien en informatique à la retraite. M. St-Amour est présentement seul dans la course à la mairie.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

8 juillet 2010 | Le Droit | JOËL-DENIS BELLAVANCE | La Presse La Presse

Le prochain occupant de Rideau Hall

Passionné de hockey, il s'exprime aisément dans les deux langues officielles, ce à quoi tenait beaucoup le premier ministre Stephen Harper.

Après quelques semaines de réflexion, Stephen Harper a choisi le successeur de Michaëlle Jean au poste de gouverneur général. Il s'agit de David Johnston, professeur de droit émérite, ex-recteur de l'Université McGill et actuellement président de l'Université de Waterloo.



La Presse Canadienne

David Johnston, âgé de 69 ans, est originaire de Sudbury, dans le nord de l'Ontario.

Le premier ministre devrait confirmer cette nomination dans les prochains jours, deux semaines après qu'on eut confirmé que Michaëlle Jean deviendra l'envoyée spéciale de l'Unesco pour Haïti dès que son mandat de gouverneure générale se terminera, à la fin du mois de septembre.

M. Johnston, âgé de 69 ans, est natif de Sudbury, dans le nord de l'Ontario. Passionné de hockey, il s'exprime aisément dans les deux langues officielles, ce à quoi tenait beaucoup Stephen Harper, a-t-on indiqué à La Presse. Des candidats intéressants ont d'ailleurs été écartés parce qu'ils n'étaient pas bilingues. C'est notamment le cas de Rick Hansen, athlète en fauteuil roulant originaire de Colombie-Britannique, célèbre depuis la tournée Man in Motion, qui l'a mené dans 34 pays et quatre continents dans les années 80.

Le nom de M. Johnston circulait déjà depuis quelques semaines dans certains médias de Toronto. La décision du premier ministre de lui confier le poste de représentant de la reine Élisabeth II ne devrait donc pas surprendre les observateurs de la scène politique à Ottawa.

M. Harper a d'ailleurs déjà fait appel aux services de M. Johnston dans le passé. En 2007, le premier ministre lui avait demandé de le conseiller sur le mandat et le fonctionnement de la commission

d'enquête sur les relations entre Brian Mulroney et l'homme d'affaires germano-canadien Karlheinz Schreiber. Il a remis ses recommandations en janvier 2008. La commission a été présidée par le juge Jeffrey Oliphant, qui a remis son rapport en mai après quelques mois d'audiences en 2009.

M. Johnson avait par ailleurs aussi été choisi pour présider les débats télévisés aux élections fédérales de 1979 et de 1984.

Fait officier de l'Ordre du Canada en 1988 et compagnon en 1997, M. Johnston est expert en droit des valeurs mobilières et en droit des technologies de l'information. Il est diplômé des universités Queen's, en Ontario, Cambridge, en Angleterre, et Harvard, aux États-Unis. En plus de l'Université de Waterloo, il a enseigné à Queen's University (Kingston), à l'University of Western Ontario (Toronto) et à l'Université McGill (Montréal).

Il a été président fondateur de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, président du Conseil consultatif de l'autoroute électronique du gouvernement fédéral et membre du comité directeur sur la prospérité au Canada.

Auteur prolifique

En outre, il est l'auteur ou le co-auteur d'une vingtaine de livres, dont un qu'il a rédigé avec Marcel Côté en 1995 sur les conséquences financières de l'indépendance du Québec (If Quebec goes... The Real Cost of Separation).

Lorsqu'il était étudiant à l'Université Harvard, ses talents au hockey lui ont valu d'être choisi capitaine de l'équipe universitaire. Il a même été fait membre de l'Athletic Hall of Fame de Harvard.

M. Johnston et sa femme, Sharon Johnston, ont cinq filles, dont l'une, Alexandra, travaille au bureau du premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty.

Geste sans précédent, Stephen Harper avait demandé à un comité ad hoc de mener des consultations auprès d'experts constitutionnels, de leaders politiques anciens ou actuels et d'autres « Canadiens éminents » afin de trouver le meilleur candidat pour le poste de gouverneur général.

Historiquement, le mandat d'un gouverneur général dure en moyenne cinq ans. Le premier ministre tente aussi depuis plusieurs années de respecter la tradition de l'alternance entre un francophone et un anglophone.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

8 juillet 2010 | Le Droit | PAUL JOURNET La PAUL Presse JOURNET La Presse MONTRÉAL —

Six mois plus tard, l'état d'urgence demeure en Haïti

« Avant même le séisme, la situation à Haïti n'était même pas à la hauteur de ce qu'on veut maintenir en situation de crise. Et les choses ne se sont certainement pas améliorées depuis », affirme Jean-Pierre Taschereau, qui a été chef des opérations internationales de la Croix-Rouge à Haïti.

« En plus, on arrive au coeur de la saison des ouragans, ajoute-t-il. On calcule qu'il y a 50% de probabilités qu'un ouragan frappe directement Haïti. »

Près de six mois après le séisme, la Croix-Rouge canadienne a présenté à la presse hier le bilan de son intervention en Haïti. L'organisme brosse un portrait sombre de la situation sur le terrain. L'état d'urgence demeure. L'ONG doit encore se concentrer sur les services de base. Elle se donne quatre priorités : les abris, les soins médicaux, l'accès à l'eau et la préparation aux ouragans.

La Croix-Rouge canadienne est à construire 7500 abris à Jacmel et à Léogâne, et 7500 autres ailleurs au pays.

Mais deux obstacles compliquent la tâche : le manque d'espace et les droits de propriété.

« Les débris au sol en Haïti sont 25 fois plus importants que ceux du World Trade Center à New York. Pour les enlever, il faudrait 1000 camions par jour pendant 1000 jours », explique M. Taschereau.

Mais il n'y a pas beaucoup de camions. La majeure partie du travail se fait encore à bras.

Abaisser les standards

Avant le séisme, les habitants des bidonvilles de Port-au-Prince disposaient d'un espace vital de neuf mètres carrés. C'est cinq fois moins que les critères de la CroixRouge. Il a donc fallu abaisser ces standards.

Il y a aussi le problème des titres fonciers. Selon le droit haïtien, tout abri appartient au propriétaire de la terre sur laquelle il est construit. Cela complique et retarde la construction.

L'accès à l'eau potable est également très limité. Avant le séisme, Haïti était le seul pays où l'accès à l'eau diminuait au lieu d'augmenter. Le réseau de distribution doit maintenant être reconstruit. En attendant, la Croix-Rouge utilise des camions-citernes pour pomper, traiter et distribuer 2,4 millions de litres d'eau par jour.

Certains prétendent que l'ONG nuit à l'économie locale en fournissant gratuitement des biens et des services. « On donne priorité à l'humanitaire avant l'économie, dit M. Taschereau. Mais ce n'est pas soutenable, on ne peut continuer de faire cela à long terme. »

La Croix-Rouge canadienne a reçu 196 millions\$ en dons pour Haïti. Au 1er juin, elle avait dépensé un peu plus de 100 millions\$: environ 40 millions\$ pour l'intervention d'urgence et 60 millions\$ pour la reconstruction.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.